

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUIN 1924.

Projet de loi sur l'entretien, l'amélioration et la police des cours d'eau non navigables.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Chambre des Représentants a pris en considération un projet de loi déposé par MM. Van den Eynde et consorts, portant modification à la loi du 7 mai 1877, sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables.

Ce projet de loi tend à généraliser la mesure qui consiste, dans la province de Brabant, à classer les cours d'eau inscrits au tableau descriptif, en deux catégories, suivant l'intérêt qu'ils présentent.

Il tend aussi à faire intervenir les pouvoirs publics dans les frais d'entretien des cours d'eau importants. Pour ceux-ci, l'État et la Province auraient à supporter ensemble un tiers de la dépense; un autre tiers serait à charge de la Commune, le tiers restant serait réparti entre ceux qui, dans le régime actuellement en vigueur, ont toute la dépense à leur charge, en y comprenant, dans certains cas, les propriétaires des terres basses,

On ne voit pas la raison pour laquelle, de manière permanente, l'État aurait à assumer une partie du coût des travaux d'entretien. Le but poursuivi n'est sans doute pas de faire supporter par un budget plutôt que par un autre, une catégorie de dépenses. Il semble plus logique de mettre une partie de la dépense à charge des autorités qui interviennent pour ordonner les travaux.

Sous cette réserve, le Département de l'Agriculture et des Travaux publics se rallie en principe aux innovations préconisées.

Néanmoins quelques autres modifications devraient, semble-t-il, être apportées au projet de loi. C'est la raison pour laquelle il a paru nécessaire de déposer le nouveau projet de loi ci-joint.

Il semble que l'on puisse simplifier dans le titre de la loi la dénomination des cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables, le flottage n'étant lui-même qu'un mode de navigation. Même rien ne s'oppose à ce que les termes « cours

d'eau non navigables » soient dans le texte de la loi remplacés par les mots « cours d'eau », moyennant la définition conventionnelle donnée à ce terme à l'article premier.

Sous la dénomination « cours d'eau » l'on comprend donc dans le projet de loi les parties des voies d'écoulement qui ne sont pas reconnues comme aptes à servir à la navigation et qui, d'autre part, ont un bassin hydrographique d'au moins 200 hectares.

En général, pour un bassin hydrographique moindre que 200 hectares, il n'y a pas, dans notre pays, de lit permanent, creusé par l'action des eaux courantes.

Les tronçons de voies d'écoulement, situés en amont d'un point où le bassin hydrographique atteint 200 hectares, s'il en existe, seront régis par la législation générale, notamment par les articles 561 à 563, 641 à 654 du Code civil et les articles 15 à 22 du Code rural.

Remarquons que la dénomination abrégée de « cours d'eau » se retrouve à l'article 90, 12° de la loi communale.

Comme le projet de MM. Van den Eynde et consorts, ce nouveau projet inaugure des régimes différents pour les cours d'eau importants et pour les petits cours d'eau.

S'il est vrai que l'entretien des rivières importantes se prête à un travail d'ensemble, exécuté par les soins d'une autorité publique et dirigé par des techniciens compétents, on doit admettre que pour les petits cours d'eau le curage peut être effectué par petits tronçons et par les soins des riverains. Il y a lieu de tenir compte des frais généraux et du rendement des ouvriers. Pour les grands cours d'eau le travail d'entretien est concentré sur un espace restreint qui se prête à une surveillance effective; tandis que le grand développement des petits cours d'eau entraîne des déplacements improductifs et des frais de direction et de surveillance très élevés par rapport au coût des travaux, lorsque ceux-ci font l'objet d'une entreprise globale.

Les frais d'entretien des grands cours d'eau sont, de par la nature des choses, très élevés et en maintes circonstances supérieurs au revenu des parcelles riveraines. D'autre part, les grandes vallées sont les plus larges et souvent les parcelles riveraines des cours d'eau se trouvent à un niveau sensiblement supérieur à celui des autres terres de la basse vallée, de sorte que les parcelles qui ont le moins d'intérêt au bon entretien du cours d'eau, dans le régime actuel, en supportent toute la charge. Si nous considérons en outre que les grands cours d'eau ont le moins de pente, et qu'un relèvement du plan d'eau peut y faire sentir ses effets à une assez grande distance, rendre de grandes étendues de terrain humides et exercer une influence défavorable sur le climat, nous devons conclure que les frais d'entretien de ces cours d'eau doivent être répartis entre tous les propriétaires des vallées basses.

La situation est autre dans les petites vallées; les frais d'entretien sont peu importants, les parcelles riveraines occupent souvent toute la vallée basse et les conséquences d'un manque de curage ne s'étendent pas au-delà de ces parcelles. Dans ce cas l'intervention des propriétaires autres que les riverains n'est, en général, pas justifiée et il ne serait pas logique d'imposer une part de la dépense aux communes.

Pour les petits cours d'eau, il y a donc lieu de se rallier au système d'entretien préconisé par MM. Van den Eynde et consorts, sauf exceptions pour les tronçons de petits cours d'eau qui seraient améliorés ou établis pour faciliter l'assèchement de terrains situés en amont.

* *

Il importe de fixer les règles à suivre par la Députation permanente pour le classement des cours d'eau. Leur largeur est très variable suivant la nature du terrain et le régime des eaux. Cette largeur n'est proportionnelle à l'importance du cours d'eau que pour des conditions géologiques et hydrologiques analogues. L'étendue du bassin hydrographique est une base plus scientifique. Le département a adopté le chiffre de 3,000 hectares qui, pour certains terrains de la basse Belgique, correspond environ aux cours d'eau de 3 mètres de largeur, au niveau de l'eau.

Le projet permet à la Députation permanente d'assimiler aux grands cours d'eau ceux sur lesquels sont établis des barrages de retenue, ou ceux qui reçoivent des quantités notables d'eaux d'égouts ou d'eaux résiduaires d'établissements industriels, ainsi que le prévoient d'ailleurs MM. Van den Eynde et consorts.

Des discussions ont surgi souvent au sujet de l'entretien des dérivations de cours d'eau établies par des administrations publiques, à l'occasion de l'exécution de canaux, routes, chemins de fer, etc., c'est-à-dire, dans un but tout différent de l'amélioration du cours d'eau. Le droit pour ces administrations d'exécuter les travaux n'est pas contesté. Mais, il en résulte une indécision au sujet de la compétence de l'administration provinciale et de l'administration communale quant à l'exécution des travaux d'entretien. Une autre difficulté surgit lorsqu'il est question de répartir les frais de ces travaux entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers. Ceux-ci prétendent que ces situations n'ont pas été prévues par la loi du 7 mai 1877. La solution la plus naturelle consiste à permettre à la Députation permanente de faire supporter, le cas échéant, toute la dépense d'entretien par la province et la commune.

Il serait entendu que les travaux d'entretien aux cours d'eau de la première catégorie auraient le caractère de travaux communaux et que l'article 84 de la loi communale recevrait à cet égard, toute son application.

* *

Les articles 12 et 13 de la loi du 7 mai 1877 déterminent comment est fixé l'état théorique des cours d'eau servant de règles pour les travaux d'entretien. Il convient de ne pas perdre le bénéfice de cette réglementation; aussi le chapitre premier de la loi précitée est-il maintenu en vigueur.

Pour les cours d'eau non inscrits aux tableaux descriptifs dressés en exécution de cette loi, il est nécessaire de préciser comment l'autorité compétente fixera tout au moins le profil transversal des cours d'eau, profil qu'il convient de rétablir lors de l'exécution des travaux de curage.

C'est le but de l'article 3.

* *

Il a paru utile de reproduire les dispositions principales des chapitres II, III, IV et V de la loi du 7 mai 1877 et de les étendre aux petits cours d'eau.

Il suffira de justifier quelques modifications et compléments essentiels apportés à ces textes.

Le chapitre III nouveau concerne les travaux d'amélioration exécutés aux cours d'eau.

La loi de 1877 disait à l'article 10 qu'il s'agissait des « travaux extraordinaires d'amélioration aux cours d'eau et leurs dépendances ». Les mots « extraordinaires » et « de leurs dépendances » n'ont pas été reproduits, parce qu'ils semblent être surabondants.

Pour la rédaction du chapitre III, il a été fait une application plus rigoureuse qu'en 1877 du principe suivant : c'est qu'il est logique et équitable que l'autorité qui ordonne un travail d'amélioration ou qui en prend l'initiative supporte une partie de la dépense. C'est ainsi que suivant l'article 11 nouveau la commune ne pourra plus mettre à charge des propriétaires intéressés plus de la moitié de la dépense qui lui incombe par application de l'article 10.

Les articles 19 et 21 de la loi de 1877 renfermaient des stipulations en faveur des particuliers qui exécuteraient des travaux d'amélioration. Si ces travaux avaient un caractère d'intérêt général, la Députation permanente pouvait mettre une partie de la dépense à charge des communes. A cette époque, le Gouvernement estimait que cette disposition favoriserait les travaux d'amélioration, mais les résultats n'ont pas répondu à l'attente. Il ne paraît y avoir aucun inconvénient à ce que les particuliers supportent eux-mêmes toute la dépense relative aux travaux dont ils ont pris l'initiative. Les textes des articles 10 et 11 (anciens art. 19 et 21) ont donc été simplifiés en ce sens.

* *

En suite d'instructions émanant du Département des finances, les parties de lits de cours d'eau abandonnés à la suite de travaux d'utilité publique sont remises aux Domaines pour être vendues au profit du Trésor. Cette opération a donné lieu à de nombreuses protestations et rapporte des sommes dérisoires.

L'article 13 reporte sur la commune tous les droits que pourrait faire valoir l'État au sujet de la propriété des parties abandonnées des lits des cours d'eau. Néanmoins, un droit de préférence serait accordé aux riverains, par analogie avec les prescriptions de l'article 29 de la loi sur les chemins vicinaux.

On peut espérer que cette procédure nouvelle faciliterait les échanges de terrains nécessaires à l'amélioration des cours d'eau.

* *

Le projet nouveau comme celui qui est dû à l'initiative du Parlement, mettent à charge des pouvoirs publics une partie de la dépense nécessaire pour l'entretien de certains cours d'eau.

Le polder ou la wateringue agit à l'égard des cours d'eau, dans l'étendue de sa circonscription, comme autorité publique. L'association représente en outre les intérêts particuliers des propriétaires et indirectement ceux des locataires. Il n'y a pas de raison pour que les polders et les wateringues soient moins favorisés que les communes.

Il a donc paru nécessaire de prévoir par une disposition complémentaire que la Députation permanente aura le pouvoir de favoriser par une intervention pécunière de la province l'entretien des cours d'eau de wateringues. L'intervention financière de la province appelle comme corollaire un contrôle des travaux.

L'article 30 est rédigé dans cet esprit.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

B^{on} RUZETTE.

(Nr 279)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JUNI 1924.

Ontwerp van wet op het onderhoud, de verbetering en de politie
der niet bevaarbare waterlopen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft een ontwerp van wet in overweging genomen, ingediend door M. Van den Eynde en anderen, en houdende wijziging van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen.

Dit ontwerp van wet wil den maatregel algemeen maken die, in de provincie Brabant, de op de beschrijvende tabel voorkomende waterlopen in twee soorten verdeelt volgens hunne belangrijkheid.

Het wil ook de openbare machten doen tusschenkomen in de onderhoudskosten der belangrijke waterlopen. Voor deze zouden den Staat en de provincie samen een derde der uitgave te dragen hebben; een ander derde zou ten laste der gemeente zijn, het overige derde zou omgeslagen worden onder degenen die, in het huidig stelsel, al de uitgaven te hunnen laste hebben, daarbij voegende, in sommige gevallen, de eigenaars der lage landerijen.

Men ziet niet in waarom de Staat een deel van de onkosten der onderhoudswerken bestendig op zich zou moeten nemen. Ongetwijfeld is het de bedoeling niet, zekere uitgaven te doen dragen door deze of gene begrooting, met uitsluiting der andere. Het schijnt logischer, een deel der uitgaven ten laste te leggen van de overheden, die bij het verordnen der werken betrokken zijn.

Onder dit voorbehoud sluit het Departement van Landbouw en Openbare Werken zich in grondbeginsel aan bij de voorgestelde nieuwe maatregelen.

Nochtans schijnen enkele andere wijzigingen aan het ontwerp van wet te moeten toegebracht worden. Om die reden bleek het noodig, het hierbij gevoegde nieuwe ontwerp van wet in te dienen.

Blijkbaar zou men in den titel der wet de benaming der waterlopen die noch bevaarbaar noch vlotbaar zijn, kunnen vereenvoudigen, daar het vlotten zelf

slechts een wijze van varen is. Zelfs is er geen enkel bezwaar tegen, dat de woorden « niet bevaarbare waterloopen » in den tekst der wet zouden vervangen worden door het woord « waterloopen », mits de conventioneele bepaling van het woord in artikel 1 gegeven.

Onder de benaming « waterloopen » verstaat men dus in het ontwerp van wet de gedeelten der rivieren, beken en watergangen die niet geschikt erkend zijn voor de scheepvaart en die bovendien een stroombekken hebben van ten minste tweehonderd hectaren.

Over 't algemeen is er in ons land voor een stroombekken van minder dan 200 hectaren, geen vaste bedding, door de werking der loopende wateren gegraven.

De afdeelingen van waterloopen, gelegen boven een punt waar het stroombekken 200 hectaren bereikt, althans indien er bestaan, worden beheerd door de algemeene wetgeving, inzonderheid door de artikelen 561 tot 563, 644 tot 654 van het Burgerlijk Wetboek en de artikelen 15 tot 22 van het Landelijk Wetboek.

Laten wij opmerken dat de verkorte benaming « waterloopen » aangetroffen wordt in artikel 90, 12° van de gemeentewet.

Evenals het ontwerp van MM. Van den Eynde en anderen, aanvaardt dit nieuw ontwerp verschillende stelsels voor het beheer van de belangrijke of van de kleine waterloopen.

Alhoewel het onderhoud der belangrijke rivieren zich leent tot een algemeen en samenhangend werk, uitgevoerd door toedoen van een openbare macht en bestuurd door bevoegde technici, moet men aannemen dat voor de kleine waterloopen de ruiming kan gedaan worden bij kleine afdeelingen en door de zorgen der oevereigenaars. Men moet rekening houden met de algemeene onkosten en met den arbeid der werklieden. Voor de groote waterloopen geschiedt het onderhoudswerk binnen een beperkte ruimte, waar een werkelijk toezicht kan gehouden worden; terwijl de groote ontwikkeling der kleine waterloopen nutteloze verplaatsingen veroorzaakt en kosten van bestuur en toezicht welke zeer hoog zijn met betrekking tot den prijs der werken, wanneer deze het voorwerp zijn van een globale onderneming.

De onderhoudskosten der groote waterloopen zijn, uit den aard der zaak, zeer hoog en overtreffen in menig geval de opbrengst der oeverperceelen. Bovendien zijn de groote valleien de breedste en dikwijls liggen de perceelen die aan de waterloopen palen merkelyk hooger dan de andere gronden der lage vallei, zoodat de perceelen, die het minste belang hebben bij het goed onderhoud van den waterloop, in het huidige stelsel, er al den last van dragen. Indien wij bovendien in aanmerking nemen dat de groote waterloopen het minste yerval hebben en dat een verhooging van den waterstand op een vrij uitgestrekt gebied gevolgen kan hebben, groote oppervlakten gronds vochtig maken en een ongunstigen invloed uitoefenen op het klimaat, dan komen wij tot het besluit dat de onderhoudskosten dezer waterloopen moeten omgeslagen worden onder al de eigenaren der lage valleien.

De toestand is anders in de kleine valleien : de onderhoudskosten zijn niet zeer belangryk, de oeverperceelen beslaan vaak de gansche breedte der lage

vallei, en de gevolgen van een verwaarloosde ruiming strekken niet verder dan die perceelen. In dit geval is de tusschenkomst der andere eigenaars dan de oevereigenaars over 't algemeen niet gerechtvaardigd en het zou niet logisch zijn een deel der uitgave ten laste te leggen van de gemeenten.

Voor de kleine waterloopen kan men zich dus aansluiten bij het onderhoudsstelsel, aangeprezen door de heeren Vanden Eynde en anderen, behoudens uitzonderingen voor de afdeelingen van kleine waterloopen die zouden verbeterd of aangelegd worden om de droogmaking van stroomopwaarts gelegen gronden te vergemakkelijken.

*
* *

Het is van belang, de regelen vast te stellen voor de rangschikking der waterloopen door de Bestendige Deputatie. Hunne breedte is zeer verschillend volgens den aard van den grond en het afvoerstelsel der waterloopen. Deze breedte staat slechts in verhouding tot de belangrijkheid van den waterloop voor zooveel de aardkundige en hydrologische omstandigheden de zelfde zijn. De uitgestrektheid van het stroombekken is eene meer wetenschappelijke basis. Het Departement heeft het cijfer aangenomen van 3,000 Ha. hetwelk voor sommige gronden van laag België ongeveer beantwoordt aan de waterloopen met drie meter breeden waterspiegel.

Volgens het ontwerp kan de Bestendige Deputatie met de groote waterloopen gelijkstellen degene waarop stuwdammen zijn opgericht of die welke groote hoeveelheden rioolwater of afvalwater van nijverheidsinrichtingen ontvangen, zooals overigens de heeren Vanden Eynde en consorten het voorzien.

Er zijn vaak betwistingen opgerezen nopens het onderhoud der afgeleide waterloopen, door de openbare besturen gemaakt bij het aanleggen van kanalen, wegen, spoorwegen, enz. d. w. z. met een gansch ander doel dan de verbetering van den waterloop. Het recht voor die besturen om de werken uit te voeren wordt niet betwist; maar daardoor ontstaat een onzekerheid over de bevoegdheid van het provinciebestuur en het gemeentebestuur aangaande de uitvoering der onderhoudswerken. Een andere moeilijkheid doet zich voor, wanneer er sprake is de kosten dezer werken om te slaan onder de oevereigenaars en de fabriek-eigenaars of andere gebruikers. Dezen beweren dat deze toestanden niet voorzien zijn bij de wet van 7 Mei 1877. De natuurlijkste oplossing bestaat hierin, dat de Bestendige Deputatie in voorkomend geval al de uitgaven voor het onderhoud kan doen dragen door de provincie en de gemeente.

Het zou verstaan zijn dat de onderhoudswerken aan de waterloopen der 1^e klasse het karakter zouden hebben van gemeentewerken en dat artikel 81 der gemeentewet in dit opzicht gansch zou worden toegepast.

*
* *

De artikelen 12 en 13 der wet van 7 Mei 1877 bepalen hoe de theoretische staat der waterloopen wordt vastgesteld, die tot regel dient voor de onderhoudswerken. Het voordeel dezer regeling mag niet verwaarloosd worden; daarom blijft hoofdstuk I der voormelde wet behouden.

Voor de waterloopen die niet ingeschreven zijn op de beschrijvende tabellen, opgemaakt in uitvoering dier wet, moet bepaald worden hoe de bevoegde overheid ten minste het dwarsprofiel der waterloopen zal vaststellen, welk profiel bij de uitvoering der ruimingswerken dient hersteld te worden.

Zulks is het doel van artikel 3.

* *

Het is nuttig gebleken de voornaamste bepalingen der hoofdstukken II, III, IV en V der wet van 7 Mei 1877 over te nemen en ze uit te breiden tot de kleine waterloopen.

Het zal volstaan enkele wezenlijke aanvullingen en wijzigingen te rechtvaardigen.

Het nieuwe hoofdstuk III betreft de verbeteringswerken aan de waterloopen.

De wet van 1877 zegde in artikel 10 dat het gold « de buitengewone verbeteringswerken aan de waterloopen en aan hunne aanhoorigheden ». De woorden « buitengewone » en « aan hunne aanhoorigheden » zijn weggelaten omdat ze overbodig schijnen.

Voor hoofdstuk III werd, op strengere wijze dan in 1877, het volgende beginsel toegepast : het is logisch en billijk dat de overheid die een verbeteringswerk voorschrijft of er het initiatief van neemt, een gedeelte der uitgave drage. Aldus kan voortaan volgens het nieuwe artikel 11, de gemeente niet meer dan de helft der uitgave die haar ten deel valt bij toepassing van artikel 10, ten laste der belanghebbende eigenaars leggen.

De artikelen 19 en 21 der wet van 1877 hielden bepalingen ten gunste der particulieren die verbeteringswerken zouden uitvoeren. Indien deze werken ten algemeenen nutte waren, kon de Bestendige Deputatie een deel der uitgave ten laste leggen van de gemeenten. De Regeering meende alsdan dat die bepaling de verbeteringswerken zou bevorderen, maar de uitslagen hebben niet beantwoord aan de verwachting. Er schijnt geen enkel bezwaar tegen te zijn dat de particulieren zelf al de uitgaven dragen voor de werken waarvan zij het initiatief nemen. De teksten der artikelen 10 en 11 (vroegere artikelen 19 en 21) werden dus in dien zin vereenvoudigd.

* *

Ingevolge onderrichtingen van het Departement van Financiën, worden de gedeelten van beddingen van waterloopen, wegens werken van openbaar nut verlaten, aan de Domeinen overgemaakt om verkocht te worden ten voordeele der Schatkist. Deze handelwijze heeft tot velerlei klachten aanleiding gegeven en slechts onbeduidende sommen opgebracht.

Artikel 13 maakt aan de gemeente al de rechten over die de Staat zou kunnen doen gelden nopens den eigendom der verlaten gedeelten der beddingen. Toch zou een recht van voorkeur verleend worden aan de oevereigenaars bij overeenstemming met de voorschriften van artikel 29 van de wet op de buurtwegen.

Men mag verhopen dat dit nieuwe stelsel de ruilingen van gronden zal vergemakkelijken, welke noodig zijn voor de verbetering der waterloopen.

*
* *

Het nieuw ontwerp, evenals dat uitgaande van het Parlement, legt ten laste der openbare machten een gedeelte van de uitgaven voor het onderhoud van sommige waterloopen.

De polders of de wateringën handelen ten opzichte der waterloopen, in gansch hunne omschrijving, als openbare macht. Die vereenigingen vertegenwoordigen bovendien de bijzondere belangen der eigenaars en onrechtstreeks die der huurders. Er is geen reden om de polders en de wateringën minder te begunstigen dan de gemeenten.

Het is dus noodig gebleken, door een aanvullende bepaling te voorzien dat de Bestendige Deputatie de macht zal hebben het onderhoud der waterloopen van wateringën door een geldelijke tusschenkomst der provincie te bevoordeelen. Die tusschenkomst der provincie brengt het recht medé tot een toezicht op de werken.

Artikel 30 is in dien zin opgevat.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

B^{on} RUZETTE.

ANNEXE AU N° 279.

Projet de loi sur l'entretien, l'amélioration et la police des cours d'eau non navigables.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics présentera, en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Du classement des cours d'eau non navigables.

ARTICLE PREMIER.

Sont compris dans la présente loi, sous la dénomination de « cours d'eau », toutes les rivières, ruisseaux ou fossés d'écoulement existants ou à créer, à l'exclusion des parties de ces voies qui sont classées comme voies navigables ou flottables et des tronçons qui ne reçoivent que les eaux naturelles d'un bassin hydrographique dont la superficie n'atteint pas 200 hectares.

ART. 2.

Les tronçons de cours d'eau, situés en aval du point où le bassin hydrogra-

BIJLAGE VAN N° 279.

Ontwerp van wet op het onderhoud, de verbetering en de politie der niet bevaarbare waterlopen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landbouw en Openbare Werken, zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsvoorstel, waarvan de inhoud volgt, voorleggen :

EERSTE HOOFDSTUK.

Rangschikking der niet bevaarbare waterlopen.

EERSTE ARTIKEL.

In deze wet worden begrepen, onder de benaming « waterlopen », al de bestaande of te maken rivieren, beken en watergangen, met uitsluiting van de gedeelten dezer die als bevaarbare of vlotbare waterwegen zijn gerangschikt en van de afdeelingen die niets anders ontvangen dan de natuurlijke wateren van een stroomgebied dat de 200 hectares niet bereikt.

ART. 2.

De afdeelingen van waterlopen, gelegen beneden het punt waar het

phique a une superficie de 3,000 hectares au moins, sont classés par les soins de la Députation permanente du Conseil provincial comme cours d'eau de la première catégorie.

La Députation permanente peut classer aussi dans la première catégorie les tronçons de cours d'eau :

1° qui sont établis dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux naturelles, même si le bassin hydrographique n'atteint pas 200 hectares;

2° dont les eaux sont polluées par des eaux d'égout ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels;

3° qui sont influencés par un barrage de retenue.

Les cours d'eau ou les tronçons de cours d'eau ne figurant pas sur la liste arrêtée par la Députation permanente, appartiennent à la seconde catégorie.

La Députation permanente est compétente pour décider qu'un cours d'eau passe d'une catégorie à l'autre.

ART. 3.

La section légale des cours d'eau, non inscrits aux tableaux descriptifs dressés en exécution de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, sera fixée par la Députation permanente en se basant sur les derniers projets d'établissement ou d'amélioration, régulièrement approuvés et réalisés. A défaut de ces documents, la Députation permanente se basera sur la section moyenne au lieu considéré.

stroomgebied een oppervlakte heeft van ten minste 3,000 hectaren, worden door de Bestendige Deputatie des Provincieraads gerangschikt als waterlopen van de eerste klasse.

De Bestendige Deputatie kan ook in de eerste klasse rangschikken de afdeelingen van waterlopen :

1° die aangelegd zijn met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren, zelfs wanneer het stroomgebied minder is dan 200 hectaren;

2° waarvan de wateren worden verontreinigd door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen;

3° die beïnvloed worden door een stuwdam.

De waterlopen of de afdeelingen van waterlopen die niet voorkomen op de door de Bestendige Deputatie vastgestelde lijst, behooren tot de tweede klasse.

De Bestendige Deputatie is bevoegd om een waterloop in een andere klasse over te brengen.

ART. 3.

De wettelijke dwarsdoorsnede der waterlopen, die niet ingeschreven zijn op de beschrijvende tabellen, opgemaakt in uitvoering van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterlopen, zal vastgesteld worden door de Bestendige Deputatie volgens de laatste, regelmatig goedgekeurde en verwezenlijkte ontwerpen van aanleg of verbetering. Bij ontstentenis dezer stukken, zal de Bestendige Deputatie de gemiddelde doorsnede die ter plaatse bestaat tot grondslag nemen.

CHAPITRE II.

Travaux ordinaires de curage,
d'entretien et de réparation.

ART. 4.

Les travaux de curage annuel, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau de la première catégorie et à leurs dépendances, sont exécutés à l'époque fixée par la Députation permanente par les soins de l'administration communale. La province prête à cet effet le concours technique des commissaires-voyers ou d'autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale, le tout en se conformant au règlement provincial sur les cours d'eau.

Les frais occasionnés par ses travaux sont supportés pour un tiers par la province, pour un tiers par la commune et répartis par cette dernière pour un tiers entre les propriétaires intéressés, les usiniers et les autres usagers.

ART. 5.

La Députation permanente peut ordonner que les frais occasionnés par les travaux d'entretien d'un cours d'eau classé dans la première catégorie, établi dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux, seront supportés moitié par la province et moitié par la commune, à moins que des conventions particulières n'en disposent autrement.

Pour les tronçons des cours d'eau pollués ou dont le régime est influencé par des retenues d'eau, classés dans la première catégorie, ainsi qu'il est dit

HOOFDSTUK II.

Gewone werken van ruiming,
onderhoud en herstelling.

ART. 4.

De werken van jaarlijksche ruiming, van onderhoud en van herstelling, aan de waterloopen der eerste klasse en aan hunne aanhoorigheden, worden op het door de Bestendige Deputatie vastgestelde tijdstip uitgevoerd door toedoen van het gemeentebestuur. De provincie verleent daartoe de technische medewerking van de wegencommissarissen of van andere bijzondere agenten, door de provinciale overheid benoemd, steeds met inachtneming van het provinciaal reglement op de waterloopen.

De kosten, door deze werken veroorzaakt, worden voor een derde gedragen door de provincie, voor een derde door de gemeente en door deze laatste voor een derde omgeslagen onder de belanghebbende grondeigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers.

ART. 5.

De Bestendige Deputatie kan verordenen dat de kosten, veroorzaakt door de onderhoudswerken aan een waterloop, in de eerste klasse gerangschikt en tot een ander doel aangelegd dan tot de verbetering van het afvoerstelsel, zullen gedragen worden voor de helft door provincie en voor de helft door de gemeente, tenware bijzondere overeenkomsten er anders over beschikken.

Voor de afdeelingen van de waterloopen, die verontreinigd zijn of waarvan de afvoer door waterstuwen wordt beïnvloed en die in de eerste klasse gerang-

à l'article précédent, l'administration communale fixe la part d'intervention, dans les frais d'entretien, des particuliers, communes ou établissements publics auxquels appartiennent les égouts, les établissements industriels ou les retenues d'eau, en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, et, le cas échéant, en se conformant aux conventions particulières.

Le restant de ces frais est réparti entre les propriétaires et autorités locales conformément à l'article 4 de la présente loi.

ART. 6.

Les travaux d'entretien annuel des voies d'écoulement classées dans la seconde catégorie, sont exécutés, à l'époque fixée par l'administration communale, par les soins des riverains; au cas où ceux-ci refuseraient de se conformer aux ordres donnés par l'administration communale, celle-ci, ou à son défaut, la Députation permanente fait exécuter les travaux d'office.

Dans ce cas les frais sont répartis entre les propriétaires riverains par le Conseil communal, eu égard au degré de leur intérêt respectif et en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée.

Dans le cas où un cours d'eau de la seconde catégorie serait amélioré ou créé non dans l'intérêt des propriétaires des parcelles contiguës, mais dans le but de faciliter l'évacuation des eaux de terrains situés vers l'amont, le Conseil communal pourra décider que les travaux d'entretien seront exécutés par les soins de l'administration communale.

Dans ce cas les frais sont répartis

schikt zijn, stelt het gemeentebestuur, zooals in het voorgaande artikel gezegd is, het aandeel in de onderhoudskosten vast voor de particulieren, de gemeenten of de openbare inrichtingen waartoe de riolen, de nijverheidsinrichtingen of de waterstuwen behooren, daarbij rekening houdende met de veroorzaakte schade en desgevallend zich gedragende naar de bijzondere overeenkomsten.

Het overige dezer kosten wordt omgeslagen onder de eigenaars en plaatselijke overheden, overeenkomstig artikel 4 van deze wet.

ART. 6.

De werken van jaarlijksch onderhoud der waterloopen, in de tweede klasse gerangschikt, worden op het door het gemeentebestuur vastgestelde tijdstip uitgevoerd door toedoen der oevereigenaars; ingeval dezen zouden weigeren de bevelen van het gemeentebestuur na te komen, doet dit bestuur, of bij ontstentenis ervan, de Bestendige Deputatie, de werken van ambtswege uitvoeren.

In dit geval worden de kosten door den gemeenteraad omgeslagen onder de oevereigenaars naar verhouding van ieders belang en met inachtneming van de veroorzaakte schade.

Ingeval een waterloop van de tweede klasse zou worden verbeterd of aangelegd niet in het belang van de eigenaars der aanpalende perceelen maar ten einde den waterafloop te vergemakkelijken van stroomopwaarts gelegen gronden, kan de gemeenteraad beslissen dat de onderhoudswerken zullen uitgevoerd worden door toedoen van het gemeentebestuur.

In dit geval worden de kosten omge-

entre les propriétaires intéressés, ainsi qu'il est dit au deuxième alinéa du présent article.

slagen onder de belanghebbende eigenaars, zooals gezegd is in de tweede alinea van dit artikel.

ART. 7.

Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la même direction que les autres travaux de curage, d'entretien et de réparation. Les ponts, digues et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent; à défaut d'entretien, la Députation permanente peut ordonner la réparation à leurs frais.

ART. 7.

De bijzondere verplichtingen, opgelegd hetzij door het gebruik hetzij door titels of overeenkomsten, worden gehandhaafd en zullen uitgevoerd worden onder dezelfde leiding als de andere werken van ruiming, onderhoud en herstelling. De bruggen, dijken en andere private werken worden onderhouden en hersteld door degenen, aan wie ze toebehooren; bij verzuim van onderhoud, kan de Bestendige Deputatie de herstelling op hunne kosten doen uitvoeren.

ART. 8.

Les riverains sont tenus de livrer passage aux agents de l'administration, aux ouvriers et autres personnes chargées de l'exécution des travaux de curage et d'entretien, et de recevoir sur chaque rive le volume des dépôts qui se sont formés dans la moitié du cours d'eau longeant cette rive.

Néanmoins, dans le cas où ces dépôts seraient la conséquence d'une pollution du cours d'eau classé dans la première catégorie, la Députation permanente pourra ordonner que les rives seront débarrassées des produits du curage, par les soins de l'administration communale, en se conformant aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi.

ART. 8.

De oevereigenaars moeten doorgang verleen en aan de agenten van het bestuur, aan de werklieden en andere personen, belast met de werken van ruiming en onderhoud, en op hunnen oever de hoeveelheid grond en aanwas laten storten die bezonken is in de aanpalende helft van den waterloop.

Nochtans, ingeval dit bezinksel het gevolg is van eene verontreiniging van den in eerste klasse gerangschikten waterloop, kan de Bestendige Deputatie bevelen dat het geruimde vuil van de oevers zal weggenomen worden door de zorgen van het gemeentebestuur, met inachtneming van de bepalingen der artikelen 4 en 5 van deze wet.

ART. 9.

L'administration communale dresse les rôles répartissant les dépenses à charge des particuliers en exécution des articles 4, 5 et 6 de la présente loi,

ART. 9.

Het gemeentebestuur maakt de kohieren op, waarbij de uitgaven ten laste der particulieren worden omgeslagen in uitvoering der artikelen 4, 5 en 6 van

sauf recours à la Députation permanente dans le délai d'un mois, à dater de la notification de la décision.

Les cotisations ainsi établies sont mises en recouvrement après que les rôles en ont été rendus exécutoires par la Députation permanente. Elles sont recouvrées conformément aux règles établies pour la perception de l'impôt au profit de l'État.

CHAPITRE III.

Travaux d'amélioration.

ART. 10.

Les communes ou les particuliers qui veulent exécuter des travaux d'amélioration aux cours d'eau ou ouvrir de nouveaux cours d'eau doivent solliciter l'autorisation de la Députation permanente; le cas échéant, ce collège déclare les travaux d'intérêt public, en fixe le tracé et les profils, tandis que l'administration communale procède, en cas de besoin, à l'acquisition des emprises nécessaires.

Ces communes ou ces particuliers supportent la dépense.

Les travaux d'amélioration ou d'ouverture de nouveaux cours d'eau, peuvent être ordonnés d'office par le Roi ou par la Députation permanente après avis du conseil communal. L'État ou la province supporte dans ce cas la moitié de la dépense et le surplus est à charge de la commune du lieu de situation, à moins que des conventions conclues avec des particuliers intéressés en stipulent autrement.

Par dérogation aux deux alinéas qui précèdent, la Députation permanente peut répartir entre diverses communes

deze wet, behoudens verhaal bij de Bestendige Deputatie, binnen den tijd van eene maand, te rekenen van de kennisgeving der beslissing.

De aldus vastgestelde omslagen worden invorderbaar gesteld nadat de kohieren uitvoerbaar verklaard zijn door de Bestendige Deputatie. Zij worden ingevorderd overeenkomstig de regelen vastgesteld voor het innen der belasting ten bate van den Staat.

HOOFDSTUK III.

Verbeteringswerken.

ART. 10.

De gemeenten of de particulieren die verbeteringswerken aan de waterlopen willen uitvoeren of nieuwe waterlopen openen, moeten de machtiging van de Bestendige Deputatie aanvragen; in voorkomend geval verklaart dit College de werken ten algemeenen nutte, stelt er het plan en de profielen van vast, terwijl het gemeentebestuur desnoods overgaat tot de aanwerving der noodige gronden.

Deze gemeenten of deze particulieren dragen de onkosten.

De werken tot verbetering of tot opening van nieuwe waterlopen kunnen van ambtswege bevolen worden door den Koning of de Bestendige Deputatie, na advies van den gemeenteraad.

De Staat of de provincie draagt in dit geval de helft der uitgave, en het overige valt ten laste van de gemeente der ligging, tenware overeenkomsten met belanghebbenden gesloten hierover anders zouden beschikken.

Bij afwijking van de twee vorige alinea's kan de Bestendige Deputatie de uitgave, die ten laste van de gemeente

intéressées à l'exécution des travaux, la dépense qui incomberait à la commune du lieu de situation, en tenant compte du degré d'intérêt que les travaux présentent pour chacune de ces communes.

ART. 11.

La commune peut toujours, sous l'approbation de la Députation permanente, répartir la moitié de la dépense relative aux travaux d'amélioration, qui lui incombe suivant les règles qui précèdent, entre tous les propriétaires intéressés, proportionnellement au degré de leur intérêt.

ART. 12.

Les travaux d'amélioration sont exécutés d'après les mêmes règles que les travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Toutefois, le Roi ou la Députation permanente peut se réserver la direction ou la surveillance des travaux ordonnés d'office.

ART. 13.

Lorsque le Roi ou la Députation permanente auront décidé qu'il y a lieu de supprimer certaines parties de cours d'eau, la commune du lieu est subrogée à tous les droits que pourrait faire valoir l'État au sujet du fonds du cours d'eau supprimé.

Cependant les riverains du lit ou de la partie du lit abandonné ont la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à en payer, à dire d'experts, soit le prix d'acquisition, soit la plus-value dans le cas où il serait reconnu

der ligging zou vallen, omslaan onder verschillende in de werken belang hebbende gemeenten, en zulks naarmate het belang, dat ieder dezer gemeenten in de werken heeft.

ART. 11.

De gemeente kan altijd, mits goedkeurig door de Bestendige Deputatie, de helft van de uitgave voor verbeteringswerken, die volgens de voorgaande regelen ten baren laste valt, onder al de belanghebbende eigenaars omslaan naar verhouding van ieders belang.

ART. 12.

De verbeteringswerken worden uitgevoerd volgens dezelfde regelen als de werken van ruiming, onderhoud en herstelling.

Nochtans kan de Koning of de Bestendige Deputatie zich het bestuur van of het toezicht over de van ambtswege bevolen werken voorbehouden.

ART. 13.

Wanneer de Koning of de Bestendige Deputatie tot de afschaffing van sommige gedeelten van waterloopen besloten hebben, treedt de gemeente der ligging in al de rechten die de Staat nopens den bodem van den afgeschafte waterloop zou kunnen doen gelden.

Nochtans kunnen de oevereigenaars van de verlaten bedding of van het verlaten gedeelte der bedding de machtiging bekomen om in volen eigendom over den vrij geworden grond te beschikken, door zich te verbinden tot het betalen, naar de schatting van des-

que les riverains étaient propriétaires du fonds.

kundigen, hetzij van den koopprijs, hetzij van de meer-waarde ingeval het zou erkend worden dat de oevereigenaars den bodem in hun bezit hadden.

CHAPITRE IV.

Police.

SECTION PREMIÈRE.

Usines et autres ouvrages.

ART. 14.

Aucun moulin, usine, pont, écluse, barrage, batardeau et généralement aucun ouvrage permanent ou temporaire de nature à influer sur le régime des eaux, ne peut être établi, supprimé ou modifié sans une autorisation préalable de la Députation permanente.

ART. 15.

La Députation permanente fera établir aux retenues d'eau les clous de jauge qu'elle jugera nécessaires.

ART. 16.

Les usiniers et autres usagers sont tenus d'obtempérer pour l'ouverture et la fermeture des écluses, vannes, vanteaux, aux réquisitions de la Députation permanente.

Ils sont également tenus, en cas d'urgence, ou lorsque les eaux dépassent la hauteur du clou de jauge d'obéir aux injonctions de l'administration communale ou des agents chargés de constater ou de dénoncer les contraventions.

ART. 17.

Les usiniers et autres usagers sont responsables de tous dommages que les

HOOFDSTUK IV.

Politie.

EERSTE AFDEELING.

Fabrieken en andere werken.

ART. 14.

Geen enkele molen, nijverheids-onderneming, brug, sluis, stuw, dam en in 't algemeen geen enkel bestendig of tijdelijk werk, dat invloed kan uitoefenen op den afvoer der wateren, mag opgericht, afgeschaft of gewijzigd worden, zonder een voorafgaande toelating van de Bestendige Deputatie.

ART. 15.

De Bestendige Deputatie zal aan de waterkeeringen de peilnagels doen stellen die zij noodig acht.

ART. 16.

De benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers moeten voor het openen en het sluiten der sluizen, schuiven, deuren, gevolg geven aan de eischen der Bestendige Deputatie.

Zij moeten ook, in geval van hoogdringendheid of wanneer de wateren boven peil komen, gehoorzamen aan de bevelen van het gemeentebestuur of van de agenten die de overtredingen moeten vaststellen of aanklagen.

ART. 17.

De benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers zijn verantwoordelijk

eaux auraient causés aux chemins publics ou aux propriétés particulières, par la trop grande élévation du déversoir ou autrement, alors même que les eaux n'auraient pas dépassé la hauteur du clou de jauge.

Pour faire cesser ces dommages ou pour en prévenir le retour, la Députation permanente pourra prescrire l'exécution des ouvrages nécessaires et même réduire la hauteur du clou de jauge.

SECTION DEUXIÈME.

Contraventions, poursuites et peines.

ART. 18.

Seront punis des peines de simple police, sans préjudice des peines plus graves comminées par la loi pénale :

1° Ceux qui auront négligé de se conformer aux prescriptions données en vertu de l'article 10 de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, et de l'article 16, § 2 de la présente loi;

2° Ceux qui contreviennent aux articles 8, 14 et 16 de la présente loi;

3° Ceux qui dégradent, abaissent ou affaiblissent, de quelque manière que ce soit, les berges ou les digues;

4° Ceux qui obstruent les cours d'eau, y jettent ou déposent des objets quelconques pouvant entraver le libre écoulement;

5° Ceux qui y laissent écouler des liquides, y jettent ou déposent des matières pouvant corrompre ou altérer les eaux, sauf les exceptions à déterminer par les règlements provinciaux et, à

voor alle schade, die het water zou veroorzaakt hebben aan de openbare wegen of aan de particuliere eigendommen door het te hoog houden van eene stuw of op eenige andere wijze, zelfs wanneer het water niet boven peil zou geklommen zijn.

Om aan deze beschadigingen een einde te stellen of om de herhaling ervan te voorkomen, kan de Bestendige Deputatie de uitvoering der noodige werken voorschrijven en zelfs den peilnagel lager doen plaatsen.

TWEEDE AFDEELING.

Overtredingen, vervolgingen en straffen.

ART. 18.

Zullen gestraft worden met de straffen van enkele politie, onverminderd de zwaardere straffen voorzien bij de strafwet :

1° Degenen die de voorschriften niet nakomen, gegeven krachtens artikel 10 der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterlopen, en, artikel 16, § 2 van deze wet;

2° Degenen die de artikelen 8, 14 en 16 van deze wet overtreden;

3° Degenen die, op welke wijze ook, de oevers of de dijken beschadigen, verlagen of verzwakken;

4° Degenen die de waterlopen verstoppen, er voorwerpen inwerpen of inlaten die den vrijen waterafloop kunnen belemmeren;

5° Degenen die er vloeistoffen laten inloopen of eenige andere stoffen inwerpen of leggen die het water kunnen bederven of vertroebelen, behalve de uitzonderingen te bepalen door de pro-

défaut de ces règlements, par la Députation permanente;

6° Ceux qui enlèvent ou déplacent des clous de jauge, emploient des hausses, ou modifient de toute autre manière l'état légal des moulins, usines ou prises d'eau.

ART. 19.

Seront punis des mêmes peines, s'ils n'en ont obtenu l'autorisation de la Députation permanente, ceux qui déplacent le lit des cours d'eau ou préjudicient à leur état normal et régulier par l'enlèvement de gazons, terres, boues, sables, graviers ou autres matériaux.

ART. 20.

Dans tous les cas de contravention à la présente loi, outre la pénalité, le juge prononce, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai fixé par le jugement, et statue qu'en cas d'inexécution, l'administration communale y pourvoira aux frais du contrevenant qui, en vertu du même jugement, pourra être contraint au remboursement de la dépense, sur simple état dressé par le collège échevinal.

ART. 21.

Si le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statue sur l'incident, en se conformant aux règles suivantes: l'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée sur un titre apparent ou sur des faits de possession précis, personnels au prévenu. Les titres produits ou les faits articulés

vinciereglementen en, bij ontstentenis dezer reglementen, door de Bestendige Deputatie;

6° Degenen die peilnagels wegnemen of verplaatsen, het water boven peil opzetten, of op eenige andere wijze den wettelijken stand der molens, stuwen of verlaten veranderen.

ART. 19.

Zullen met dezelfde straffen gestraft worden degenen die, zonder de toelating van de Bestendige Deputatie, de bedding der waterloopen verplaatsen of aan hun gewonen en regelmatigen staat schade berokkenen door het wegnemen van graszoden, aarde, slijk, zand, kiezel of andere materialen.

ART. 20.

In al de gevallen van overtreding dezer wet, spreekt de rechter, buiten de strafbepaling, gebeurlijk de herstelling der overtreding uit binnen den tijd, door het vonnis vastgesteld, en beslist dat, in geval van nietuitvoering, het gemeentebestuur er in zal voorzien op de kosten van den overtreder die, krachtens het zelfde vonnis, kan gedwongen worden tot de terugbetaling der uitgave, op enkelen staat, door het schepencollege opgemaakt.

ART. 21.

Indien de beklaagde zich beroept op een recht van eigendom of een ander werkelijk recht, beslist de rechtbank, waarbij de klacht is ingediend over het geval, met inachtneming der volgende regelen: de vooraf te wijzen uitneming zal slechts aanvaard worden voor zoveel zij zal gegrond zijn op een zichtbaren titel of op nauwkeurige daadzaken

devront être de nature à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit ou de contravention.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixe un délai de deux mois au plus dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir le juge compétent et justifier de ses diligences; sinon, il sera passé outre au jugement.

Toutefois, en cas de condamnation à l'emprisonnement et à la réparation de la contravention, il sera sursis, pendant un délai de deux mois, à l'exécution de ces condamnations.

Si pendant ce délai le prévenu justifie de ses diligences, le sursis sera continué jusqu'à décision du fond.

Les amendes, restitutions, dommages et intérêts et frais sont exigibles après la condamnation. Si la question préjudicielle est ultérieurement décidée en faveur du prévenu, les sommes qu'il aura payées seront restituées.

ART. 22.

Les communes peuvent agir par action civile pour obtenir la réparation de tout fait de nature à porter atteinte aux cours d'eau.

A défaut par elles d'agir, la Députation permanente peut charger un commissaire spécial d'agir en leur nom.

van bezit, die persoonlijk zijn aan den beklaagde. De voorgelegde titels of de aangevoerde daadzaken moeten van aard zijn om aan het feit, dat tot grondslag der vervolgingen dient, iedere eigenschap van misdrijf of van overtreding weg te nemen.

Bij verwijzing naar den burgerlijken rechter, bepaalt het vonnis een tijdsbestek van ten hoogste twee maanden, waarin de partij die het vooraf te wijzen geschil heeft opgeworpen, zijne benaarstingen voor den bevoegden rechter moet brengen en dezelve rechtvaardigen; zoo niet zal er tot het vonnis worden overgegaan.

Nochtans, in geval van veroordeling tot de gevangenisstraf en tot de herstelling der overtreding, zal de uitvoering dezer veroordeelingen geschorst worden gedurende twee maanden.

Indien de beklaagde gedurende dit tijdsbestek zijne benaarstingen rechtvaardigt, zal het uitstel verlengd worden totdat over den grond der zaak is beslist.

De boeten, herstellingen, schadevergoedingen en kosten zijn eischbaar na de veroordeling. Indien over het vooraf te wijzen geschil later ten gunste van den beklaagde wordt beslist, zullen de sommen die hij betaald heeft, teruggeschonken worden.

ART. 22.

De gemeenten kunnen optreden door burgerlijke rechtsvordering om de herstelling te bekomen van elk feit dat de waterloopen kan benadeelen.

Indien zij niet handelen, kan de Bestendige Deputatie een bijzonderen commissaris gelasten in hun naam te handelen.

ART. 23.

Les fonctionnaires, délégués par le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, ainsi que les agents voyers provinciaux dûment assermentés ont, au même titre que les agents de police judiciaire, le droit de constater les contraventions en matières de cours d'eau et d'en dresser procès-verbal.

Les fonctionnaires des Ponts et Chaussées peuvent constater les contraventions aux articles 14 et 16.

CHAPITRE V.**Dispositions générales.****ART. 24.**

Si un cours d'eau intéresse plusieurs communes de la même province, en cas de désaccord entre les autorités communales au sujet de questions relatives à son administration, il est statué par la Députation permanente conformément à l'article 79 de la loi provinciale.

Lorsqu'un cours d'eau intéresse plus d'une province ou des communes appartenant à des provinces différentes, en cas de désaccord il est statué par le Roi.

ART. 25.

Les décisions à prendre par les Députations permanentes, conformément aux articles 10 et 14 de la présente loi, sont précédées d'une enquête de *commodo* et *incommodo* dans les communes intéressées.

Les frais de l'instruction administrative à laquelle donne lieu l'établissement, la suppression ou le changement

ART. 23.

De ambtenaren, door het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken afgevaardigd, alsook de behoorlijk beëdigde provinciale wegenagenten, hebben te zelfden titel als de agenten van gerechtelijke politie, het recht de overtredingen in zake waterlopen vast te stellen en er proces-verbaal van op te maken.

De ambtenaren van Bruggen en Wegen kunnen de overtredingen der artikelen 14 en 16 vaststellen.

HOOFDSTUK V.**Algemeene bepalingen.****ART. 24.**

Indien verschillende gemeenten der zelfde provincie bij een waterloop betrokken zijn zal, bij oneenigheid tusschen de gemeenteoverheden over kwesties aangaande het beheer ervan, de Bestendige Deputatie uitspraak doen overeenkomstig artikel 79 van de provinciewet.

Wanneer bij een waterloop meer dan ééne provincie of gemeenten van verschillende provinciën betrokken zijn, wordt in geval van oneenigheid uitspraak gedaan door den Koning.

ART. 25.

Vóór de beslissingen, door de Bestendige Deputaties te nemen overeenkomstig de artikelen 10 en 14 van deze wet, zal een onderzoek de *commodo* et *incommodo* in de belanghebbende gemeenten plaats hebben.

De kosten van het bestuurlijk onderzoek aangaande de oprichting, de afschaffing of de verandering der wer-

des ouvrages, dont il est question aux articles 14 et 15, sont à la charge des demandeurs et recouvrés comme en matière de contributions directes.

ART. 26.

Un recours au Roi pourra être exercé contre les décisions prises par la Députation permanente en vertu des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15 et 17 de la présente loi.

Ce recours devra être exercé par les administrations publiques ou par les particuliers intéressés dans le délai de dix jours, à dater de la notification qui leur en aura été faite administrativement.

ART. 27.

Dans un délai d'un an, à dater de la publication de la présente loi, les conseils provinciaux modifieront leurs règlements conformément aux présentes dispositions.

Ces règlements modifiés ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvés par le Roi.

ART. 28.

Les peines à établir par les règlements provinciaux ne peuvent excéder les peines de simple police.

Les peines plus fortes qui sont portées dans les règlements en vigueur sont réduites, de plein droit, au maximum des peines de simple police.

ART. 29.

En cas d'inexécution des ouvrages prescrits, des ordres donnés ou des jugements rendus en vertu de la présente loi, il sera pourvu d'office à leur

ken waarvan sprake in de artikelen 14 en 15, zijn ten laste der aanvragers en worden ingevorderd zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 26.

Een verhaal bij den Koning kan ingediend worden tegen de beslissingen, door de Bestendige Deputatie genomen krachtens de artikelen 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 17 van deze wet.

Dit verhaal moet ingediend worden door de openbare besturen of door de belanghebbende particulieren binnen de tien dagen vanaf de kennisgeving, die er hun op bestuurlijke wijze van zal gedaan worden.

ART. 27.

Binnen den tijd van een jaar, te rekenen van de bekendmaking dezer wet, zullen de provincieraden hunne reglementen wijzigen overeenkomstig deze bepalingen.

Deze gewijzigde reglementen zullen slechts uitvoerbaar zijn na goedgekeurd te zijn door den Koning.

ART. 28.

De straffen, door de provinciale reglementen vast te stellen, mogen de straffen van enkele politie niet te boven gaan.

De zwaardere straffen, in de van kracht zijnde reglementen bepaald, worden van rechtswege beperkt tot het maximum der straffen van enkele politie.

ART. 29.

Ingeval de krachtens deze wet voorgeschreven werken, gegeven bevelen of gevelde vonnissen niet worden uitgevoerd, zal er ambtshalve in hunne

exécution par l'autorité administrative et aux frais des contrevenants.

Ces frais seront recouvrés sur simple état, comme en matière de contributions directes.

ART. 30.

La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et des wateringues. Néanmoins ces associations pourront solliciter auprès de la Députation permanente l'application de la présente loi, en ce qui concerne le classement de leurs cours d'eau.

Ce classement aura pour conséquence obligatoire pour la province de concourir aux frais des travaux d'entretien des cours d'eau classés, dans l'étendue de la circonscription de l'association, à raison du tiers de la dépense, pour autant que celle-ci ait été autorisée par la Députation permanente et que les travaux aient été exécutés suivant les conditions imposées par ce collège.

ART. 31.

Les chapitres II, III, IV et V de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables sont abrogés.

Les mots « conformément aux articles 27 et suivants de la présente loi » inscrits en l'article 11 de la loi précitée sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1924.

uitvoering worden voorzien door de bestuurlijke overheid en op de kosten der overtreders.

Deze kosten worden ingevorderd op enkelen staat, zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 30.

Deze wet wijkt niet af van de reglementen der polders en der wateringen. Nochtans kunnen deze vereenigingen bij de Bestendige Deputatie de toepassing dezer wet aanvragen wat betreft de rangschikking hunner waterloopen.

Deze rangschikking zal voor de provincie de verplichting medebrengen bij te dragen tot de kosten der onderhoudswerken van de gerangschikte waterloopen, in geheel de omschrijving der vereeniging, op den voet van het derde der uitgave, voor zoover deze door de Bestendige Deputatie is toegelaten en de werken uitgevoerd zijn volgens de door dit College opgelegde voorwaarden.

ART. 31.

De hoofdstukken II, III, IV en V der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterloopen zijn ingetrokken.

De woorden « overeenkomstig de artikelen 27 en volgende van deze wet », ingelascht in artikel 11 der voormelde wet, zijn ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 2 Juni 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

B^{on} RUZETTE.